



Ces bateaux gris venus du Nord le retour de la Flotte maritime militaire de Russie en mer Méditerranée, facteur du renouveau de l'influence russe sur la scène internationale

Nicolas Baude

La Revue maritime poursuit dans ce numéro la publication, entamée au printemps, du mémoire du jeune chercheur Nicolas Baude. Les développements d'actualité au Moyen-Orient en rehaussent chaque jour la pertinence et l'intérêt. La troisième et dernière partie sera publiée dans le prochain numéro de la Revue.

La Méditerranée : un enjeu régional majeur pour la Russie

Afin de dominer la Méditerranée, un pays non riverain de cette mer doit conclure des alliances solides avec les pays côtiers. Pour la Russie, l'image de la Guerre froide encore récente et la crise de Crimée ne lui permet plus de créer des alliances avec les pays européens contre lesquels elle est en constante opposition. Elle est aujourd'hui bien investie au Levant grâce à son intervention militaire en Syrie, et doit aujourd'hui conclure des alliances avec les pays du sud du Bassin méditerranéen. Cette zone, encore instable depuis le début du printemps arabe de 2011, représente un véritable enjeu pour la Russie car elle lui permettrait de contrebalancer l'influence des pays européens en prenant pied au Sud de leur territoire. De plus, dans sa politique d'influence, la Russie peut compter sur des atouts de poids : ses ressources naturelles et son secteur énergétique florissant.

L'intérêt pour l'Afrique du Nord : sortir de Méditerranée orientale

Le conflit en Syrie a permis à la flotte militaire de la Fédération de Russie de s'imposer en Méditerranée orientale, le ratio dans la zone ayant déjà atteint 25 navires de guerre russes pour une frégate française. La Russie cherche à renouer des alliances avec les pays du sud du bassin méditerranéen afin de s'assurer de bases arrière pour sa flotte, mais aussi de pouvoir prendre pied en Méditerranée Occidentale et dans l'océan Atlantique, mers toujours dominées par les marines de l'OTAN.

L'Égypte : un accès vers la Mer Rouge puis le Golfe et l'Océan Indien

Les relations entre la Russie et l'Égypte remontent au XVI^e siècle, lorsque le tsar accorde sa protection au patriarche orthodoxe d'Alexandrie. À l'époque contemporaine, les relations entre l'Égypte et l'Union soviétique voient leur importance augmenter lors de la crise de Suez de 1956, durant laquelle le président Nasser consomme sa rupture avec les Occidentaux. Nasser reçoit d'ailleurs le titre de héros de l'Union Soviétique et l'ordre de Lénine des mains de Nikita Khrouchtchev en 1964, la même année que son homologue algérien.

La Méditerranée : une zone de tensions transcontinentale



- I Un espace bipolaire
 - pays membres de l'Union Européenne
 - pays hors UE ayant de bonnes relations avec la Russie
- II Un équilibre précaire
 - zones instables intéressant les grandes puissances
 - principales routes migratoires
- III Une concentration de grandes puissances militaires
 - bases navales des premières puissances militaires
 - Gibraltar ○ Toulon ○ Naples ○ Tartous



Géopolitique

géopolitique

géopolitique

Tant que Nasser reste au pouvoir, l'Égypte et la Russie gardent d'excellentes relations, les Égyptiens en profitant pour envoyer des jeunes dans les universités et écoles soviétiques afin de former leur élite civile et militaire. Cependant, ces relations vont nettement se dégrader lorsque le successeur de Nasser, Anouar el-Sadate, va se tourner vers l'Occident afin d'échapper à l'emprise de l'URSS. Ainsi, les conseillers militaires soviétiques sont expulsés d'Égypte en 1972 et le traité d'amitié signé entre les deux pays en 1971 est contesté puis abrogé moins de cinq ans plus tard en 1976. Finalement, en 1981, les deux pays vont en arriver à rompre leurs relations diplomatiques. Ces dernières seront reprises par le président Hosni Moubarak lors de son accession au pouvoir en 1984 mais il faudra attendre la chute de l'URSS en 1991 pour que les relations entre les deux pays s'apaisent réellement. Durant la première décennie du XXI^e siècle, la Russie de Vladimir Poutine s'engage dans le programme nucléaire civil égyptien mais il faut attendre le printemps arabe pour que les relations entre les deux pays prennent un tournant significatif.

En 2011, le gouvernement égyptien doit faire face à une importante vague de contestations, dirigée contre son président Hosni Moubarak. Les contestations se transforment en une véritable révolution qui voit le départ de Moubarak et l'avènement des Frères musulmans avec l'élection à la présidence de Mohamed Morsi. Cependant, moins d'un an après son arrivée au pouvoir, Morsi fait face à son tour à d'importantes manifestations dans tout le pays. Il est finalement déposé lors d'un coup d'État militaire mené par le chef d'état-major de l'armée égyptienne, le général Abdel Fattah al-Sissi, qui se fait à son tour élire président de la république égyptienne en 2014. Sissi devient un interlocuteur privilégié de Vladimir Poutine et ne cache pas sa volonté de rapprocher son pays de la Russie, afin de retrouver les relations qui existaient entre l'Égypte et l'Union soviétique à l'époque de Nasser. De fait, à la suite de l'éviction de Mohamed Morsi, la première visite dans un pays étranger de Sissi se fit, alors qu'il n'était encore officiellement que ministre de la Défense, en Russie. Vladimir Poutine a d'ailleurs apporté son soutien au général al-Sissi pour sa candidature à l'élection présidentielle de 2014. À la suite de l'élection de ce dernier, les deux pays se sont tout de suite engagés dans une coopération militaire et économique importante. Ainsi, dès 2014, les deux pays signent un accord dans lequel la Russie s'engage à vendre pour 3,5 millions de dollars d'armes et matériels militaires à l'Égypte. En 2017, deux accords capitaux ont été signés entre les deux pays.

Le premier, concernant le nucléaire civil, stipule que la Russie va fournir le combustible et construire le premier réacteur nucléaire égyptien à El-Dabaa, sur la côte méditerranéenne. Dans la suite logique de cet accord, l'université russe du Caire, qui formait depuis 2006 des pharmaciens et des ingénieurs du génie, est en train de mettre en place un nouveau parcours pour former des ingénieurs nucléaires.

Le second, purement militaire, permet aux deux pays d'utiliser pour leur aviation militaire les bases aériennes de l'autre. Bien que bilatéral, cet accord est

surtout favorable à la Russie qui, déployant ses avions depuis l'Égypte, augmente considérablement son rayon d'action opérationnel vers l'Afrique du Nord, mais surtout en Mer Rouge, dernière étape avant l'océan Indien et le Golfe Persique, jusqu'alors terrain de jeux sans conteste des armées Occidentales.

Par ailleurs, la Russie négocie actuellement avec l'Égypte pour obtenir pour son usage exclusif l'ancienne base aérienne soviétique de Sidi Barrani, sur la côte méditerranéenne, à proximité de la frontière avec la Libye. On peut supposer que cet accord et ces négociations ne sont que la première partie du retour d'une présence militaire russe sur des bases égyptiennes. En effet, il est fort probable que la Marine russe obtienne à court terme des facilités navales et même des bases navales en Mer Rouge et en Méditerranée. Cela permettrait à la Russie de se rapprocher stratégiquement de la Corne de l'Afrique et, avec la Chine qui a installé une base militaire à Djibouti en 2017, contester l'hégémonie des forces françaises et américaines qui sont présentes en permanence dans cette zone.

Un accès à l'océan Indien via la mer Rouge permettrait de plus aux Russes de devenir des acteurs économiques et militaires incontournables dans le Golfe Persique, région historiquement contrôlée par les États-Unis. Par ailleurs, une zone industrielle russe d'une superficie de 5,25 km² est actuellement en construction sur les bords du canal de Suez. L'investissement russe dans la création de cette zone est estimé à 7 milliards de dollars. Une telle infrastructure, placée sur une la principale route maritime mondiale, va permettre à la Russie de développer son économie en envoyant ses produits vers l'Afrique et l'Asie, se désenclavant ainsi de sa position maritime reculée en Europe.

L'Égypte constitue donc un partenaire incontournable pour la Russie, qui va lui permettre de développer ses activités économiques mais surtout de continuer sa course vers les mers chaudes, allant de plus en plus loin contester l'hégémonie américaine dans ce qui sont, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, leurs régions d'influences incontestées.

La Libye : un pays instable avec d'autres acteurs mieux implantés

La Libye est une ancienne colonie italienne, un temps occupée par les Français et les Anglais après la Seconde Guerre mondiale, elle devient une monarchie indépendante en 1950. Cette monarchie pro-Occidentale reste très proche de l'Italie et de la France, mais aussi des États-Unis et de l'Angleterre qui la soutiennent économiquement moyennant la concession de bases aériennes. C'est durant cette période que du pétrole est découvert dans le désert libyen et que le pays devient progressivement le premier producteur africain de pétrole, enrichissant l'économie nationale mais renforçant aussi les inégalités sociales. En 1969, alors que le roi Idris Ier, en voyage à l'étranger, se prépare à abdiquer en faveur de son neveu, un coup d'État militaire précipite la fin du régime. Cette révolution est menée par un jeune officier de l'armée libyenne acquit aux idées nasséristes, le capitaine Mouammar Kadhafi.



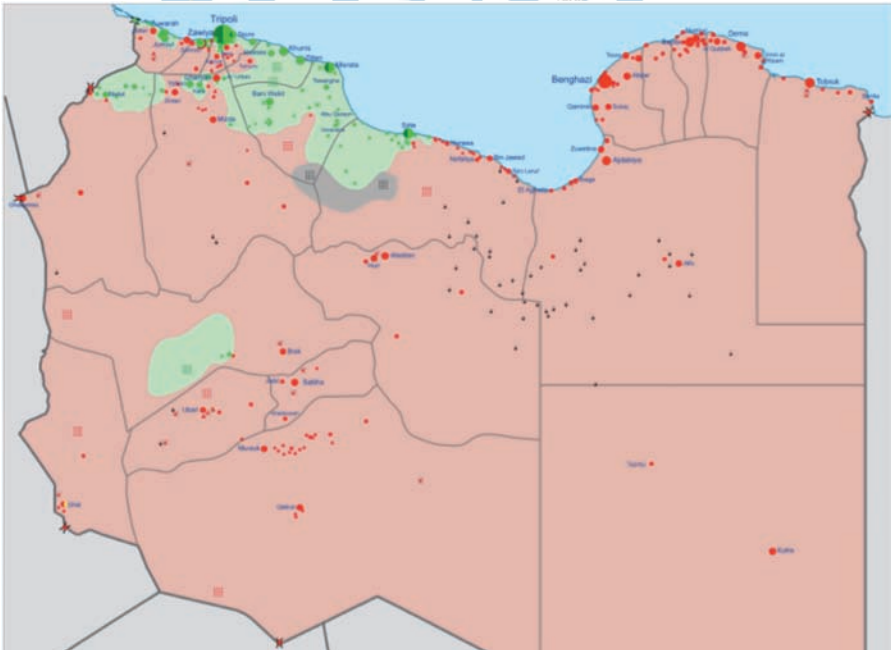
Géopolitique

géopolitique

géopolitique

Comme à chaque fois qu'un pays se révolte contre un régime pro-Occidental, l'URSS accourt pour proposer son aide au nouvel État révolutionnaire et lui permettre de se pérenniser. Jusqu'à la chute de l'Union soviétique en 1991, Moscou conservera d'excellentes relations avec la Jamahiriya libyenne et lui fournira armes et conseillers militaires. Dans les années 1990, la Libye, privée de son allié soviétique, se retrouve isolée diplomatiquement sur la scène internationale du fait de sa probable implication dans des attentats terroristes et de ses recherches pour obtenir la bombe atomique. Cependant, la Fédération de Russie maintiendra malgré tout de bonnes relations avec la Libye de Kadhafi et Vladimir Poutine s'y rendra en visite officielle en 2008.

Entre temps, au début des années 2000, la Jamahiriya libyenne a opéré un revirement politique qui l'a rapproché des pays Occidentaux. Mais en 2011, une révolution éclate contre le régime de Kadhafi. Celle-ci se transforme rapidement en guerre civile et une coalition de l'OTAN est menée par la France qui démontre alors sa capacité à mener avec succès des opérations aéronavales en faisant de l'opération Harmattan un succès. La Russie, bien que favorable au départ de Mouammar Kadhafi, a condamné l'intervention de l'OTAN sur le territoire Libyen et demandé une enquête sur la mort du chef d'État libyen. Elle a cependant suspendu ses ventes d'armes à la Libye durant la guerre civile avant



D.R.

Carte de la Libye en avril 2019

- Territoire contrôlé par la Chambre de représentants et ses alliés (rouge)
- Territoire contrôlé par le Gouvernement d'union nationale et ses alliés (vert)
- Territoire contrôlé par l'État islamique (gris)

de reprendre ses contrats en 2012. Cependant, après la chute de Kadhafi, les principaux partenaires du nouveau régime libyen sont la France et l'Italie, ne permettant pas à la Russie de s'imposer sur ce territoire.

Ainsi, bien que l'instabilité persiste en Libye et qu'une nouvelle guerre civile éclate en 2014, la France s'investit dans la formation des élites libyennes tandis que l'Italie devient le premier partenaire commercial de son ancienne colonie. Restant d'abord en observateur, la Russie reprend finalement ses activités pétrolières dans le désert libyen en 2013. Cette même année, Moscou doit évacuer ses diplomates du pays à la suite de l'attaque de son ambassade à Tripoli. L'instabilité continue en Libye qui voit aujourd'hui trois gouvernements se contester le pouvoir : le gouvernement de la chambre des représentants, élus à Tobrouk en 2014 ; le gouvernement de Tripoli, qui conteste l'élection de 2014 ; le gouvernement d'union nationale, mit en place par l'ONU en 2016 pour tenter de mettre fin à la guerre civile, soutenu et reconnu par la communauté internationale. De plus, plusieurs groupes islamistes, dont l'État islamique, ainsi que diverses tribus dans le sud du pays imposent leurs lois sur certaines parties du territoire. En avril 2019, l'Armée nationale libyenne, bras armé du gouvernement de la Chambre des représentants et commandée par le maréchal Haftar¹, marche sur Tripoli et reprend la quasi-totalité du pays. Ce dernier a le soutien de l'Égypte, des Émirats arabes unis mais aussi de la France qui, après avoir favorisé la chute de Kadhafi en 2011, cherche, sous couvert de la lutte contre le terrorisme, à porter Khalifa Haftar au pouvoir tout en reconnaissant officiellement le gouvernement de Tripoli². Alors que la Russie a renforcé ses liens avec le gouvernement de Tripoli en 2015, elle soutient finalement elle aussi le maréchal Haftar. Pour le directeur du FSB Nikolai Patrushev, l'enjeu pour la Russie est « la protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Libye ». Des proches du maréchal Haftar ont été reçus à Moscou mais les troupes de l'Armée nationale libyenne ont été stoppées devant Tripoli. En septembre 2019, après cinq mois de combats, le porte-parole du Maréchal a déclaré que « la solution militaire est la meilleure solution pour restaurer la sécurité et rétablir la loi », réfutant la possibilité d'une résolution pacifique de la deuxième guerre civile libyenne et ajoutant que « la bataille est dans sa phase finale ».

1. *Khalifa Haftar est un officier général de l'Armée libyenne ayant servi la Jamahiriya de Mouammar Kadhafi jusqu'à sa défaite au Tchad en 1987. Il rentre alors dans l'opposition et ne joue pas un grand rôle dans la première guerre civile libyenne en 2011. En 2015, il prend la tête de l'Armée nationale libyenne et marche sur Tripoli afin de renverser le gouvernement qui n'a pas réussi à fédérer le pays depuis 2011.*

2. *La France ne peut désavouer le gouvernement de Tripoli créé sous l'égide de l'ONU en 2016 pour mettre fin à la deuxième guerre civile libyenne et qui dispose aujourd'hui encore du soutien des États-Unis et des pays de l'Union européenne. Cependant, alors que le gouvernement d'union nationale a échoué, le maréchal Haftar semble être aujourd'hui le seul à pouvoir pacifier la Libye ; ce qui permettrait à la France d'y reprendre ses activités économiques.*



Les États-Unis se sont tout d'abord montrés réticent à soutenir l'Armée nationale Libyenne, ce qu'ils ont fini par faire de manière beaucoup moins ouverte que la Russie, gardant tout de même une certaine méfiance vis à vis du maréchal Haftar en qui ils voient l'homme de Moscou. Lâché par ses alliés Occidentaux qui préfèrent continuer à observer la situation en Libye, il est probable que le Gouvernement d'union nationale vive ses dernières heures et que le maréchal Haftar devienne, avant la fin de l'année 2019, le maître de la Libye³. Moscou mais aussi Paris et Rome, qui cherchent à retrouver la stabilité politique de l'époque de la *Jamahiriya* libyenne, voient donc en Haftar le sauveur de la Libye qui leur permettra de continuer à mener sereinement leurs affaires dans ce pays, essentiellement dans le secteur des hydrocarbures, mais aussi un allié dans la lutte contre le terrorisme.

L'Algérie : un régime ancien et coopérant

Les relations entre l'Algérie et la Russie datent d'avant la création de cet État. En effet, alors que la guerre fait rage entre l'armée française et le Front de libération nationale algérien, ce dernier reçoit déjà un soutien de la part de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Cette aide s'inscrit dans le contexte de guerre froide qui oppose le bloc de l'Est, soudé autour de l'URSS, au bloc de l'Ouest dont fait partie la France. Ainsi, dès 1956, l'URSS porte, sans succès, la question algérienne à l'ordre du jour du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. En parallèle, des navires soviétiques apportent un soutien sanitaire aux combattants du FLN qui se battent sur la frontière algéro-tunisienne⁴. Dès 1960, deux ans avant la signature des accords d'Évian, l'URSS reconnaît de fait le Gouvernement provisoire de la république algérienne, se plaçant en rupture vis-à-vis de la France qui est toujours souveraine en Algérie. Deux ans plus tard, dès le lendemain de la signature des accords d'Évian, le Kremlin reconnaît le gouvernement de la république algérienne comme unique dirigeant du pays, ouvrant ainsi les bras à ce nouvel État. La coopération mise en place entre les deux gouvernements au lendemain de l'indépendance va très vite se traduire dans les faits. Avant la fin de l'année 1962, un ambassadeur soviétique prend ses fonctions à Alger, apportant dans ses bagages des hélicoptères destinés à l'armée algérienne naissante. Une des premières aides apportées par l'Union soviétique à l'Algérie va être de transformer son armée de guérilleros, héritée de huit années de guerre asymétrique contre l'armée française, en l'armée d'un État souverain. Pour cela, dès 1963, des marins algériens sont envoyés en URSS pour y être formés. En parallèle,

3. Ce texte a été rédigé à l'automne 2019 : à l'heure où est imprimé ce numéro de la Revue, le maréchal Haftar a encore échoué à s'emparer de Tripoli (NDLR)

4. En 1960, la France met fin au protectorat sur la Tunisie. Ce nouveau pays devient alors une base arrière du Front de libération national algérien qui tente de s'y abriter de l'armée française. Cette dernière va fortifier la frontière à l'aide de barbelés et de mines afin de contrecarrer, avec succès, les plans du FLN.

l'Armée rouge organise le déminage de la frontière algéro-tunisienne, théâtre de très nombreux combats pendant la guerre. Enfin, en 1964, Nikita Kroutchev décore le président de la république algérienne, Ahmed Ben Bella, du titre de héros de l'Union soviétique et de l'Ordre de Lénine. Par ce geste, l'URSS se pose dès 1964 comme le meilleur allié pour les pays issus de la colonisation, leur proposant une alliance puissante avec un pays opposé au bloc de l'Ouest, dont font partie les anciennes puissances coloniales. Cette stratégie séduira plusieurs pays, notamment dans le monde arabe, et permettra à l'Union soviétique d'étendre sa sphère d'influence face à celle des États-Unis. Mais le rapprochement entre l'Algérie et l'URSS n'est pas uniquement motivé par des motifs idéologiques et une volonté pour Moscou de prendre sous son aile des pays qui ont fait triompher la révolution. En effet des considérations militaires et économiques doivent aussi être prises en compte. L'alliance militaire entre les Algériens et les Soviétiques permet à ces derniers d'utiliser les infrastructures militaires laissées par les français. Ainsi, en 1967, la Marine nationale française se retire de la base navale de Mers-el-Kébir, près d'Oran, dont elle devait normalement jouir durant 15 ans après l'indépendance. Cette base de l'OTAN construite par les français, équipée de nombreuses installations anti-atomiques et pouvant accueillir des navires de gros tonnage, va devenir la base principale de la Marine algérienne naissante mais surtout servir à la Marine soviétique, lui permettant de maintenir une présence en Méditerranée Occidentale, à la sortie du détroit de Gibraltar en Mer d'Alboran, face aux Marines Occidentales. Ainsi, la Ve eskadra va pouvoir se positionner face à la *Royal Navy*, basée à Gibraltar, à la Marine nationale, basée à Toulon, et à la VI^e flotte américaine, basée à Gaète en Italie. L'armée algérienne, formée en URSS et équipée de matériel soviétique va, au fur et à mesure des années, devenir l'une des plus puissante du sud du bassin Méditerranéen. Ainsi, l'index Global Firepower place aujourd'hui la Marine algérienne à la 27^e place du classement mondial, loin devant les Marines tunisienne et marocaine.

Malgré la chute de l'URSS, les relations entre l'Algérie et la Russie ne se sont pas détériorées, Abdelaziz Bouteflika et Vladimir Poutine ayant œuvré ensemble pour que leurs pays gardent de bonnes relations. Ainsi, en 2001, un an après l'accession de Vladimir Poutine à la plus haute fonction, une visite officielle de Bouteflika en Russie, menée en grande pompe, a été l'occasion pour les deux chefs d'État de signer ensemble un partenariat stratégique entre leurs pays, dans la suite logique de ce qui avait été entrepris du temps de l'Union soviétique. En 2006, alors que la dette militaire de l'Algérie envers la Russie s'élevait à 4,7 milliards de dollars, le président Poutine a décidé d'effacer cette dernière. En contrepartie, les échanges commerciaux entre les deux pays ont considérablement augmenté. Alors qu'ils s'élevaient en 2006 à moins de 600 millions de dollars, ils ont aujourd'hui dépassé la barre des 2 milliards de dollars par an. L'Algérie et la Russie font partie des plus grands pays exportateurs de pétrole et de gaz. Ainsi, les sociétés russes Lukoil (pour le pétrole) et Gazprom (pour le gaz) sont solidement implantées en Algérie.



Cependant, le mouvement de contestation qui secoue l'Algérie depuis le printemps 2019 semble mettre la coopération russo-algérienne en danger. Abdelaziz Bouteflika, président de la république algérienne depuis 1999 a été contraint à la démission en avril et le FLN, au pouvoir depuis 1962, semble tout faire pour y rester. De son côté, la Russie continue à montrer des marques de sympathie vis-à-vis de son vieil allié. Ainsi, fin août, le croiseur lance-missiles russe *Maréchal Oustinov* a effectué une escale de plusieurs jours dans le port d'Alger. On peut se demander si cette visite d'un des navires les plus puissants de la Marine russe constitue un signe d'amitié vis à vis de l'Algérie ou une menace pour les manifestants, montrant que la Russie se portera si besoin au secours du régime pour sauvegarder ses intérêts dans le pays comme elle l'a déjà fait en Syrie. De plus, il est possible que la Marine russe ait, sur le long terme, des ambitions sur la base navale de Mers-el-Kébir, ce qui lui permettrait de s'installer durablement en Méditerranée Occidentale, aujourd'hui territoire exclusif de l'OTAN. Une telle installation signifierait un affaiblissement considérable des puissances Occidentales qui permettraient à leur vieil adversaire d'affirmer sa puissance militaire en face de leurs côtes mais, vu la non-réaction de l'Occident lors de la crise de Crimée et de l'intervention en Syrie, l'installation sur le long terme d'une base navale russe en Algérie n'est pas à écarter si le gouvernement qui sortira de la crise algérienne est toujours favorable à la Russie.



Le Maroc : un royaume tourné vers l'Occident mais pas uniquement

Le Maroc est une monarchie séculière, certainement le plus ancien État de la région. Au cours de son histoire, il a traversé les changements de dynastie, survécu aux tentatives d'invasion ottomanes et vécu la colonisation française sous la forme d'un Protectorat. Le Maroc fait partie de ces pays pour lesquels la décolonisation s'est faite sans douleur. Cela est certainement dû au statut de protectorat dont jouissait le pays auprès de la France mais aussi au fait que, durant la période coloniale, la dynastie Alaouite ait continué à régner sur le Maroc. Par conséquent, après la décolonisation qui intervient en 1956, la France est toujours restée le principal partenaire économique du Maroc et, ce, malgré des périodes de tensions entre les deux États.

Le Maroc à peine indépendant, l'Union Soviétique s'est intéressée à ce pays post-colonial situé entre la mer Méditerranée et l'océan Atlantique et ayant donc la capacité de voir tout ce qui transite par le détroit de Gibraltar. La décolonisation non violente du Maroc a permis à l'Union Soviétique d'établir directement des relations économiques avec le Maroc, bien que la dynastie alaouite, anti-

révolutionnaire, soit contre l'établissement de relations idéologiques. Ces relations économiques ont pris un important essor dans les années 1960, de sorte que le Maroc est devenu le premier partenaire économique de l'URSS en Afrique. À la fin des années 1970, l'Union Soviétique faisait partie des principaux investisseurs du secteur minier marocain mais les relations entre les deux pays se dégradent sévèrement dans les années 1980. En effet, dans le cadre de la guerre du Sahara Occidental, les soviétiques prennent le parti du Front Polisario⁵ et de l'Algérie, ce qui amène Rabat à se considérer en état de guerre avec Moscou. Dans ce conflit, le Maroc trouve un soutien de la part de la France, des États-Unis, de l'Égypte et de la Belgique. Cependant, la chute de l'URSS et la signature d'un cessez le feu entre le Maroc et le Sahara Occidental permet peu à peu une détente des relations russo-marocaines. Bien que le Maroc reste aujourd'hui très proche de la France (qui en est le premier créancier et investisseur étranger) et garde des relations amicales avec les États-Unis, le roi Hassan II va progressivement rouvrir son pays à la Russie. Cette politique va être poursuivie de manière exponentielle par son fils, Mohamed VI, qui lui succède en 1999. Ainsi, le Maroc est redevenu aujourd'hui le deuxième partenaire commercial arabe de la Russie. En effet, la Russie est devenue le deuxième importateur de produits marocains après l'Union Européenne. Les échanges, qui sont passés de 200 millions de dollars en 2001 à 2,5 milliards de dollars en 2016 ont fait de Moscou le neuvième fournisseur de Rabat et son vingt-deuxième client. La balance commerciale est donc en faveur de la Fédération de Russie. Mais au-delà des relations commerciales, ce sont des relations dans le domaine de la défense qui ont été établies entre les deux pays. Bien que la France reste le principal partenaire militaire du Maroc, elle doit, depuis 2017, composer avec la Russie qui ne vendait jusqu'alors au Maroc que 4% de ses acquisitions militaires, soit une valeur de 156 millions de dollars. En effet, on ne trouve dans les armées marocaines que quelques véhicules blindés d'origine soviétique puis russe tandis que la grande majorité des véhicules terrestres, aéronefs et bâtiments de la Marine sont d'origine française ou américaine. Même si la dotation des armées marocaines en matériel d'origine russe va augmenter ses prochaines années, il est peu probable que la France et les États-Unis cessent de recevoir des commandes de matériel militaire de la part du Maroc. En effet, l'alliance entre le Royaume du Maroc et la Fédération de Russie semble rester une alliance économique et le Maroc tient trop à sa bonne entente avec l'Occident pour y renoncer au profit des Russes. Prudent, le Maroc nouerait des alliances avec les deux camps pour tenter d'afficher une certaine neutralité dans le conflit idéologique qui oppose encore aujourd'hui l'Est et l'Ouest. Malgré d'excellents rapports diplomatiques, il paraît aujourd'hui improbable que la Russie obtienne du Maroc des facilités navales ou aériennes.

à suivre

5. Originellement créé en 1973 pour lutter contre la colonisation espagnole, le Front Polisario est un mouvement politique et armé qui s'oppose depuis 1975 au royaume du Maroc pour la possession du Sahara Occidental.